



Réponse du Conseil communal à la prise de position de la Commission de gestion et de vérification des comptes sur le rapport 2020 du Conseil communal sur l'activité générale de l'Administration communale

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil de Ville,

Lors de sa dernière séance, le Conseil communal a finalisé sa réponse à la prise de position apportée par la Commission de gestion et de vérification des comptes concernant le Rapport 2020 du Conseil communal sur l'activité générale de l'Administration communale.

Par ailleurs, considérant l'importance et le nombre de points soulevés par la CGVC dans ce cadre, l'Exécutif a décidé, de manière à faciliter les débats du Conseil de Ville de fin juin qui traitera du sujet, d'envoyer les commentaires de la commission à tous les élus, selon annexe, de même que sa propre réponse, comme suit :

Préambule

Le Conseil communal a pris acte avec satisfaction de la reconnaissance de la CGVC s'agissant de la gestion de la crise sanitaire et il relève que ses impacts perdurent encore à l'heure de la présente rédaction.

En ce qui concerne le concours « Un projet intergénérationnel pour ma Ville », le Conseil communal, sur les deux projets retenus comme lauréats, précise que le projet « Horizon » sera concrétisé en été 2021 tandis que le projet « Les Estivalités delémontaines » verra le jour pour la première fois en 2022 seulement, vu l'importante coordination et organisation à mettre en place. Dans ce sens, une demande de crédit sera soumise prochainement au Législatif.

Mairie et promotion économique

Vote par correspondance : effectivement, comme la CGVC, le Conseil communal est attentif au fait que quelque 75% des ayants droit votent par correspondance. Dans ce cadre, les statistiques effectuées jusqu'à présent seront complétées en 2021 et 2022. La question de maintenir l'ouverture des bureaux sur trois jours sera reprise en temps voulu.

« **Photo organisationnelle, fonctionnelle et humaine de la Chancellerie** » : comme le relève la CGVC, l'Exécutif a attribué un mandat externe, actuellement en cours, afin d'effectuer une « Photo organisationnelle, fonctionnelle et humaine de la Chancellerie » au vu de l'évolution de la Ville qui nécessite la réorganisation de plusieurs services, notamment la Chancellerie, service principal et organe de liaison et de coordination entre les politiques et les services communaux.

A la suite d'un départ, la démarche vise à optimiser et réorganiser la « Chancellerie 4.0 » et se déroule dans un esprit constructif. Elle porte sur le service de manière globale et n'est pas ciblée sur des personnes en particulier, ni sur la Chancelière.

Engagement d'une chargée de communication et d'un responsable du personnel : comme la CGVC, le Conseil communal se félicite de l'engagement d'une chargée de communication, en août 2020, et d'un responsable du personnel, en septembre 2019. D'une part, il constate que la communication est mieux ciblée et salue la refonte du *Delémont.ch*, ainsi que celle du site internet en passe d'aboutir. De même, l'engagement d'un responsable RH est à saluer au vu du nombre d'employés de la ville et de la complexification des questions liées au personnel.

Travail flexible et conséquences de ces réductions sur les services surchargés : « Le travail à temps partiel est possible uniquement si les besoins du service le permettent. Une réduction de taux de travail est accordée uniquement si le chef de service l'autorise et seulement s'il est acquis que le service peut continuer à fonctionner normalement. Les collaborateurs n'ont en effet en aucun cas la possibilité de décider librement de travailler à temps partiel et ne peuvent pas l'exiger non plus. Ce processus permet ainsi d'éviter des répercussions significatives dans les services surchargés. Il est à préciser également que des demandes de réduction de taux de travail ont été refusées en 2020 en raison de la charge de travail de certains services. »

Taux d'absentéisme pour raisons médicales : « L'absentéisme calculé en 2020 (8,4 jours par EPT) tient effectivement compte du nombre important de quarantaines dues à la pandémie COVID-19, qui ont été imposées à titre préventif et sans forcément être liées à des états de maladie. Si l'on excepte la problématique des quarantaines, le taux d'absence moyen (5.1 jours par EPT) est nettement inférieur aux années précédentes. Il est toutefois impossible de tirer des conclusions en raison de la situation exceptionnelle de 2020. Seule une analyse sur les prochaines années permettra d'établir des comparaisons valables.

CRISD : s'agissant du CRISD, le Conseil communal précise que le souci principal reste la recherche de nouveaux pompiers. Dans ce sens, l'EM est en pleine réflexion pour développer un concept de communication sur les cinq prochaines années, en collaboration avec des professionnels de la communication.

Poste de délégué à la promotion économique : « Conformément aux décisions du Conseil de Ville, le poste de délégué à la promotion économique a été prévu sous la forme d'un mandat à durée déterminée, selon un format identique au mandat de chargée de communication. Initialement prévues courant 2020, les démarches en vue de l'attribution de ce mandat ont dû être retardées en raison du surcroît de tâches et d'urgences générées par la crise COVID et cette fonction n'a pas pu être occupée en 2020. » Toutefois, même si le mandat n'a pas encore été attribué, le Conseil communal rappelle l'important travail qui se fait par les services communaux, en particulier UETP qui fait du démarchage pour accueillir de nouveaux projets, notamment au niveau commercial, et qui accompagne tous les investisseurs intéressés par sa mission d'aide au projet. Le Service UETP, dans le cadre de sa mission et du projet « Centre-ville plus », assume une partie des prestations qui pourraient être confiées au délégué. Dans tous les cas, comparativement à d'autres villes, il assume bien une fonction de « manager de ville » telle qu'elle a été récemment évoquée par le Conseil de Ville.

Cohésion sociale, jeunesse et logement

Politique du logement : le rapport est en cours de consolidation et les informations utiles seront transmises à qui de droit lorsqu'elles auront pu être vérifiées.

Bourses d'études : la subordination de l'octroi de la bourse communale à la bourse cantonale induit parfois des décalages temporels entre la période de formation pour laquelle la bourse est calculée et son versement proprement dit. Ainsi, les montants indiqués correspondent aux bourses d'études qui ont été versées en 2020 pour les années de formation indiquées en regard de chaque montant.

Commissions ASL et jeunesse : en 2020, l'organisation des séances a été passablement perturbée par les restrictions sanitaires; on a aussi constaté un manque de disponibilité des membres, particulièrement pour la Commission de la jeunesse. Néanmoins, le lien a été maintenu avec les deux commissions durant toute l'année et les membres ont été informés des projets et démarches réalisés. Un rapport leur a été adressé en fin d'année et n'a suscité aucune réaction.

Allocations AIF : l'offre concernant les allocations d'incitation à la formation (AIF) est effectivement peu utilisée. Le Service CSJL a l'objectif d'intensifier la communication à ce sujet et d'éventuellement revoir les critères pour utiliser au mieux l'enveloppe financière octroyée.

Maison de l'Enfance : les mesures d'assainissement déterminées pour la gestion de la Maison de l'Enfance sont en cours d'intégration et nous espérons que les effets s'en feront ressentir rapidement. Les deux co-directrices nommées récemment auront pour mission d'encore renforcer ces mesures et la relation avec les parents fait bien entendu partie des thématiques qui doivent être évaluées.

Vélostation et réinsertion : du fait de la réduction drastique de la contribution financière de l'Agglomération au financement de la Vélostation, le taux de présence de Caritas sur place a dû être considérablement réduit au profit d'un contrôle d'accès automatisé; il en résulte une réduction des personnes en réinsertion qui travaillent concrètement pour la Vélostation. La tournée de voirie a été intégrée dès le début dans le concept de base de la Vélostation, admettant qu'elle serait effectuée principalement à vélo par des participants de Caritas œuvrant à la Vélostation; cette affectation pourrait être revue en tenant compte du modèle effectif actuel. L'ensemble des services communaux sont fréquemment sollicités pour accueillir des personnes en réinsertion.

Départ du personnel de Clair-Logis : une réflexion approfondie a été menée avec Tertianum La Sorne pour accueillir jusqu'à 80% du personnel de Clair-Logis. Ceux qui n'ont pas été retenus ont été informés en juin 2020 et ont donc quitté l'institution juste avant le déménagement, à fin septembre 2020; certains ont été placés dans d'autres services communaux, d'autres ont trouvé un emploi ailleurs, tous seront contactés avant l'ouverture de la nouvelle résidence pour évaluer leur volonté de revenir à Clair-Logis. A noter que certains employés étaient engagés à Tertianum La Sorne et ont décidé de ne pas répondre à l'offre proposée ; nous respectons leur liberté de choix.

Culture, sports et écoles

L'année 2020 fut une année bien particulière pour le Service de la culture, des sports et des écoles, comme pour toute l'administration communale. Le Centre sportif a su également s'adapter brillamment, comme la Bibliothèque, aux mesures sanitaires constamment fluctuantes.

Les Commissions des sports, de la culture et des écoles ont pu se réunir malgré tout et poursuivre au mieux leurs différentes activités.

L'adaptation des loyers des installations communales au prorata de leur utilisation par les sociétés locales a aidé concrètement le milieu sportif et culturel de la Ville.

Energie et eaux

Les Services industriels sont en lien direct avec les sociétés suivantes :

- SACEN SA (Delémont actionnaire)
- Régiogaz SA (Delémont actionnaire)
- Parc éolien SA (Delémont actionnaire)
- INERA SA (SACEN actionnaire)

La mise à disposition de ces rapports d'activités pourra être discutée lors de la rencontre de la CGVC du 10.06.2021.

Contracting énergétique : concernant le contracting énergétique, nous partageons totalement la mise en garde de la CGVC quant aux risques des investissements réalisés. Les mauvaises expériences réalisées avec Régiogaz appellent en effet à la plus grande prudence. Raison pour laquelle nous avons commencé avec le bâtiment Théâtre du Jura – Le Ticle et que nous ne nous sommes engagés que sur 4 bâtiments (sur 9) de la Résidence du Parc de la Sorne. Les études relatives à un futur chauffage à distance (CAD) devront également faire l'objet de la plus grande prudence en matière de densité énergétique.

Rénovations du bâtiment de la route de Bâle 1 : les retards constatés dans les rénovations du bâtiment de la route de Bâle 1 sont essentiellement dus à plusieurs cas de COVID-19 chez les artisans et, en conséquence, de plusieurs mises en quarantaine successives. Ces retards n'ont toutefois généré aucun coût supplémentaire pour les SID.

L'utilisation du gaz comme énergie de transition est contenue dans la Planification Energétique Territoriale (PET) jusqu'à 2032-2035 environ, en particulier afin de rembourser le montant de la dette accumulée par le gaz entre 1990 et 2010. La restructuration des SID pour reprendre la gestion du gaz dans son intégralité en tant que gestionnaire du réseau de distribution (GRD) porte déjà ses fruits, puisque les projections actuelles indiquent un remboursement complet de la dette du gaz pour 2028. D'importantes campagnes de communication ont eu lieu auprès des propriétaires de chaudières à mazout afin de les inviter à réfléchir à une conversion de leur type de chauffage lors de la rénovation de celui-ci. Nous partageons le point de vue de la CGVC au sujet d'un CAD, tout en rappelant l'importance d'une coordination avec le réseau de gaz dans la CDE.

Progression du produit Ambre : concernant la progression du produit Ambre, l'autoconsommation de la très grande majorité de la production est la solution privilégiée pour augmenter les ventes. En ce qui concerne Topaze, des réflexions auront lieu dès 2022.

Comparatif des prix de l'électricité : le comparatif des prix de l'électricité à Delémont par rapport au reste du Canton du Jura est présenté chaque année au Conseil communal lors de la présentation des prix de l'année suivante. Il est basé sur les données officielles du site de l'EiCom, organe fédéral de régulation des prix de l'électricité. Ce comparatif des prix 2020 sera présenté à la CGVC à la séance du 10.06.2021.

Régiogaz : comme prévu, la reprise des activités de Régiogaz a été bénéfique au niveau des résultats. Par contre, beaucoup de temps a dû être consacré par les collaborateurs SID à reprendre des bases de données parfois lacunaires et gérer des relations difficiles avec Régiogaz.

Urbanisme, environnement et travaux publics

Taux de logement vacant : la question concernant la méthode appliquée pour le calcul du taux de logement vacant a déjà été posée à plusieurs reprises. Ce calcul se fait de manière très précise à Delémont, avec une collaboration active des deux services CSJL et UETP selon le modèle suivant :

- Demande annuelle de l'OFS auprès des Communes de dénombrer les logements vacants au 1er juin.
- Courrier par CSJL aux agences immobilières demandant de remplir un formulaire détaillant le nombre de logements vacants (adresse, nombre de pièces, à vendre ou louer, s'il s'agit de villas individuelles et s'ils sont habitables depuis moins de 2 ans)
- Récolte des données transmises par les agences par CSJL et UETP et mise en commun dans un fichier Excel par UETP.
- Identification d'éventuels doublons ou erreurs par UETP.
- Contrôle que les logements soient bien des logements vacants au sens de l'OFS (il doit s'agir de logements habitables) par UETP. Les logements encore en construction ou non habitables/disponibles pour différentes raisons ne sont pas pris en compte par exemple.
- Transmission des données à l'OFS début juin par UETP.

Il est important de savoir qu'il n'existe pas de méthodologie prédéfinie pour identifier les logements vacants. Du fait que la manière de procéder varie et que la rigueur ne soit certainement pas la même dans toutes les communes, les résultats de la statistique ne sont pas totalement fiables. La comparaison de la situation entre communes est dès lors délicate.

Besoin de 60 logements par année : ce chiffre est la moyenne des logements construits ces dernières années, qui ont permis d'augmenter la population de plus de 1'000 habitants depuis 2009. Il n'est pas basé sur une analyse de marché. Tous les investisseurs qui construisent des logements font leur propre analyse et les autorités communales n'ont pratiquement aucune marge de manœuvre pour réduire l'offre qui sera importante ces prochaines années mais qui devrait se stabiliser si on considère le nombre de nouveaux logements en construction pour répondre à la demande des 5 à 8 prochaines années.

Amélioration de l'offre : dire que « améliorer l'offre actuelle » n'a pas de sens est pris hors contexte : le Conseil communal est naturellement conscient que l'offre actuelle est suffisante et le sera ces prochaines années pour les logements en général. Par contre, l'offre actuelle devra être améliorée dans deux domaines particuliers : d'une part, les logements à loyer modéré (une étude est en cours) et, d'autre part, en ce qui concerne l'habitat groupé et les maisons individuelles, des parcelles étant encore mobilisables pour répondre à la demande qui reste importante.

Echange de terrain avenue de la Gare – route de Bâle : les nouvelles propriétés ne sont pas encore sur le cadastre car l'échange sera formalisé lorsque le futur propriétaire de la parcelle communale actuelle à l'avenue de la Gare sera en possession du permis qu'il déposera prochainement.

Que recouvre l'aide au projet : le rapport de gestion contient une explication sur ce que recouvre cette mission selon l'extrait ci-dessous :

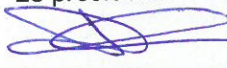
« Celle-ci se décline, dans tous les domaines de compétences, au travers de quatre objectifs essentiels : faire mieux connaître les intentions de la Ville, en informant et en intervenant en amont des projets publics et privés ; prendre l'initiative de la négociation et de la recherche de solutions afin d'accompagner au mieux les promoteurs privés qui développent des projets sur Delémont ; montrer l'exemple lorsque la Commune est maître d'ouvrage (bâtiments communaux, routes, cours d'eau, etc.) ; informer et associer les personnes et milieux concernés sur les projets et les prestations réalisées (processus participatifs en place notamment pour « Delémont marée basse », les planifications de quartier, le projet « Centre-ville Plus », la Place Roland-Béguelin, les places de jeux et le Plan climat, entre autres) ».

Points d'eau potable en Vieille Ville et végétalisation de la rue du 23-Juin : ces dossiers sont bien intégrés dans le projet de réaménagement de la place Roland-Béguelin et de la zone de rencontre de la Vieille Ville. Les points d'eau seront d'ailleurs planifiés non seulement en Vieille Ville mais sur l'ensemble du centre de Delémont. La végétalisation sera également traitée sur l'ensemble de la Vieille Ville. Dès 2022, il est prévu de développer un plan de végétalisation de l'ensemble de la ville, en explorant tous les terrains potentiels, dans le cadre du Plan climat dont ce projet sera une des mesures-phare, afin de contribuer efficacement à la lutte contre le réchauffement.

Bilan entre arbres coupés et plantés : le bilan est mis à jour régulièrement. Il est utile de rappeler que tous les arbres communaux qui doivent malheureusement être coupés pour de raisons de sécurité sont systématiquement remplacés. En 2020, cela a bien été le cas et il y a eu en plus 82 nouveaux arbres plantés.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président :


Damien Chappuis

La chancelière :


Edith Cuttat Gyger

